



Avis de recrutement

La Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale de coopération régionale qui regroupe l'Union des Comores, La France au titre de la Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Elle a pour mission de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les peuples et de contribuer, à travers la coopération régionale, au développement durable de ses Etats membres.

A travers son projet ECOFISH, elle a pour objectif de stimuler une croissance économique équitable en promouvant une pêche durable en Afrique de l'Est, Afrique Australe et dans la région de l'océan Indien (EA-SA-IOI).

Si vous êtes motivés et prêts à relever des défis, la COI, pour ce projet, est à la recherche des profils suivants :

- **Un(e) Responsable Régional d'Aménagement de Pêcheries**
- **Un(e) Responsable de Suivi, Contrôle et Surveillance des Pêches**
- **Un(e) Assistant(e) Administratif(ve) et Financier(ère)**
- **Un(e) Spécialiste TIC**

Le dossier d'appel à candidatures pour chaque poste peut être obtenu comme suit :

- Téléchargement à travers le site internet de la COI (www.commissionoceanindien.org)
- Au Département des Ressources Humaines à l'adresse e-mail suivante :
hr@coi-ioc.org;

La date limite de dépôt de candidature est fixée au **Vendredi 10 janvier 2020 à 16h30** (heure de Maurice)

DOSSIER D'APPEL A CANDIDATURES
N° : COI/AC/2019/009

Intitulé du poste :	Responsable de Suivi, Contrôle et Surveillance des Pêches
Niveau :	Catégorie 3 – cadre intermédiaire
Supervision :	Sous la responsabilité hiérarchique de la Chargée de mission pêche de la COI et la supervision du chef de projet
Lieu d'affectation :	Projet ECOFISH –, COI, Ebène, Maurice
Poste financé par :	Union européenne (UE)

1. CONTEXTE

La contribution du secteur de la Pêche est évaluée à 6% du PNB Agricole et le secteur emploie en moyenne quelques 50 millions de personnes, dont 12,3 millions d'emplois directs. Selon la Banque Mondiale, la pêche et ses produits représentent en moyenne 18% des apports nutritifs en protéines animales des consommateurs africains. Alors que les hommes se consacrent plus volontiers à la pêche proprement dite, près de 60% des activités de transformation et commercialisation du poisson sont conduites par des femmes.

Des études plus récentes menées par le programme SmartFish du 10ème FED montrent que pour les États-membres de la COI, la contribution du secteur de la pêche à leurs économies atteint en moyenne 15.6% de leur PNB agricole. De surcroît, la pêche artisanale (SSF) est d'une grande importance pour la subsistance des ménages au sein des communautés rurales côtières. Sans compter que les femmes représentent plus de 45% de la main-d'œuvre au travail dans la pêche artisanale, notamment dans la collecte, le traitement, la commercialisation et la vente.

L'offre en pêche artisanale est en général corrélée à d'importantes pertes de récoltes agricoles, tandis que les produits halieutiques jetés de la pêche industrielle pourraient vraisemblablement aussi contribuer de manière significative à une plus forte diversification de la transformation des produits de la pêche.

Le potentiel de modernisation de la pêche artisanale en pêcheries nationales semi-industrielles demeure jusqu'ici peu exploré. L'exploitation durable de ressources de pêche inexploitées au-delà des zones de pêche traditionnelle pourrait améliorer la vie économique des pêcheurs et répondre éventuellement aux besoins croissants en consommation de poisson. En particulier la région IGAD, où la consommation de poisson est très basse en comparaison à d'autres régions en Afrique, nécessite une prise de conscience sur la nutrition et la consommation de poisson. Combattre la pêche illégale, non déclarée et non

réglementée (INN) reste un autre défi pour la région. Dans le devis-programme d'EcoFish, il convient ainsi d'insister sur les opérations de Suivi, de Contrôle et de Surveillance (SCS) dans le cadre de stratégies et de plans de gestion des pêcheries existants ou à renforcer. L'objectif principal est de promouvoir des stratégies et plans en matière de SCS à moindre coût afin de briser les fondements économiques de la pêche INN. Il est nécessaire de renforcer les compétences dans les instances juridiques et judiciaires de manière à ce que les pirates de la pêche puissent être sévèrement punis afin de renchérir les coûts d'opportunité de ces activités illégales. Le problème de la pêche INN est aggravé dans la région IGAD. La sécurité maritime a été restaurée grâce à un contrôle efficace et dissuasif de la piraterie. Toutefois, la situation qui prévaut a contribué à la recrudescence des activités de pêches frauduleuses de type INN. Dans ce contexte, les systèmes MCS en place pour dissuader la piraterie et la pêche illégale de type INN devraient se compléter et développer des synergies comme prévu dans le projet de Sécurité Maritime financé par l'Union européenne. Ce Devis-Programme se consacrera à renforcer la collaboration avec d'autres programmes transversaux indirectement impliqués dans la lutte contre la pêche INN, par exemple le projet de Sécurité Maritime et Criminalité dans la Pêche, et en même temps à livrer une information de qualité au secteur de la pêche.

Par conséquent, les activités proposées dans ce Devis Programme soutiendront les réglementations et leur mise en œuvre, à l'échelon national comme régional. Le Devis Programme est conçu en conformité avec le nouveau Consensus Européen sur le Développement, qui aligne la politique de développement de l'Union européenne avec le plan des Nations Unies 2030 pour le Développement Durable. Les actions proposées renforceront le rôle des femmes dans le processus de gestion des pêches par l'accroissement des compétences et l'octroi/l'appropriation de responsabilités alignées sur le Plan d'Actions 2016 – 2020 de l'UE pour l'égalité des sexes.

Tout en maintenant la nature régionale du programme, les activités sont exprimées pour répondre aux besoins des Organisations Régionales dûment mandatées (DMROs), les Organisations Régionales de gestion de la pêche (RFMOs) et les organes Régionaux de pêche (RFBs), par un soutien de leurs actions en gestion de la pêche en mer et en gouvernance fondée sur une rationalité scientifique et économique, et de leur combat contre la pêche illégale de type INN. En outre, ce Devis Programme s'inspire des actions du programme précédent Smartfish financé par le 10^{ème} FED.

L'objectif d'ensemble du Programme ECOFISH est de stimuler une croissance économique équitable en promouvant une pêche durable en Afrique de l'Est, Afrique Australe et dans la région de l'océan Indien (EA-SA-IO). L'objectif particulier est d'appuyer une gestion durable et le développement des pêches afin de contribuer à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en traitant de la lutte contre les effets du changement climatique et de l'amélioration de la biodiversité marine.

Le Programme ECOFISH succède au programme SmartFish du 10^{ème} FED. Il est financé sur l'enveloppe trans-régionale du 11^{ème} FED du Programme Indicatif Régional 2014 – 2020 pour la région EA-SA-IO d'un montant de 28 millions d'Euros.

Ce Devis Programme entend contribuer aux Résultats 1 et 2 de la Convention de financement avec un accent particulier sur la pêche en mer :

Résultat 1 : les politiques régionales et les cadres institutionnels améliorés pour assurer une gestion des pêches plus raisonnée, et contribuer à la biodiversité marine et à la lutte contre les effets du changement climatique ; et

Résultat 2 : une capacité renforcée à empêcher, lutter et éliminer la pêche de type INN dans la région EA-SA-IO.

Le programme soutiendra la mise en œuvre de mesures contribuant à atteindre les objectifs des Organisations Régionales dûment Mandatées (DMROs), des Organisations Régionales de gestion de la pêche (RFMOs) et des Organes Régionaux de Pêche (RFBs), pour la mise en œuvre des plans de gestion des pêches (Résultat 1), la mise en vigueur d'une législation adéquate, et l'amélioration des statistiques de respect des normes (Résultat 2) notamment dans la lutte contre la pêche illégale de type INN. Ceci peut induire un soutien aux plans d'action régionaux conjoints de Suivi, Contrôle et Surveillance, et à la mise en œuvre de mesures de préservation fondées sur des preuves scientifiques qui à leur tour contribueraient à renforcer la gestion internationale de l'océan.

L'élaboration de ce DP est le résultat d'un processus de consultation entre les cinq Organisations Régionales dûment Mandatées (DMROs), à savoir la COI, la SADC, le COMESA, la CAE et l'IGAD et d'autres organes intéressés. Ce DP est signé avec la Commission de l'océan Indien (COI) dans sa fonction d'ordonnateur Régional qui agira par conséquent comme Pouvoir Adjudicateur pour l'acquisition des biens et l'octroi des subventions.

3. RESPONSABLE SUIVI CONTROLE ET SURVEILLANCE DES PECHEES

Dans le cadre du Programme ECOFISH, sous la supervision du Chargé de mission responsable du secteur Pêche de la COI et du Chef de projet, et en collaboration avec l'équipe d'assistance technique, le Responsable SCS des Pêches aura pour mandat de mettre en œuvre les activités du Résultat 2 du DP d'ECOFISH. Ses principales tâches incluront le renforcement de capacités pour prévenir, poursuivre et éliminer la pêche INN dans la région AE-AS-OI et, et plus particulièrement, sans exhaustivité, :

- L'appui interrégional (à niveau régional), inter-agences et inter-gouvernemental pour la coopération SCS, au processus de coordination et d'harmonisation dans la région AE-AS-OI en vue d'une lutte plus efficace contre la pêche INN au niveau régional.
- La réalisation d'échanges d'expériences et le développement d'approches coordonnées pour améliorer le SCS des bateaux artisanaux et semi-artisanaux ciblant les ressources marines.
- La réalisation de l'interopérabilité des systèmes et l'échange de données au niveau (sous)régional.
- Le renforcement de capacités pour développer des procédures harmonisées d'application législative, de vérification de conformité et de poursuite dans le secteur des pêches – y compris l'appui à la mise en œuvre de l'Accord sur les mesures de ressort de l'état du port.
- Renforcement de capacités et assistance technique aux processus de certification et traçabilité.
- Promouvoir les synergies avec d'autres initiatives régionales, y compris les programmes de sécurité maritime.
- Établissement d'un cadre régional d'évaluation des risques avec l'appui d'EFCA à travers un programme de jumelage.
- Appui aux programmes régionaux et nationaux d'observateurs.

Et toute autre tâche qui lui serait confiée par ses supérieurs.

A. Rapports

Le responsable SCS des Pêches soumettra à la fin de chaque mois les rapports suivants :

- (i) Rapport mensuel d'activités réalisées.
- (ii) Plan de travail mensuel.

Et tout autre rapport requis par la COI.

4. Profil.

Le profil professionnel requis pour ce poste est le suivant :

- Maîtrise en Gestion de Pêches ou équivalent, pertinent pour le travail ;
- Au moins 7 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du suivi, contrôle et surveillance des pêches (SCS) et
Au moins 5 ans d'expérience en aménagement des pêches ;
- Connaissances avérées dans le secteur de la pêche maritime, de préférence dans la région de l'océan Indien ;
- Connaissances sur le cadre légal international appliqué à la pêche ;
- Expérience de travail avec des organisations régionales et/ou institutions nationales gérant la pêche ;
- L'expérience en mer (en tant qu'inspecteur, observateur...) est un atout ;
- Connaissances sur les principes et méthodes de travail de Gestion du Cycle de Projets et Aide au Développement de l'UE, ainsi que le suivi-évaluation de programmes ;
- Bonne capacité de compréhension et d'adaptation à des équipes multiculturelles ;
- Maîtrise de la langue anglaise (écrite et orale) ;
- Maîtrise de la langue française (écrite et orale) ;
- Quant aux compétences non-techniques :
 - Une personne autonome et responsable ;
 - Méthodique, dynamique, adaptable, avec l'esprit d'équipe ;
 - Proactive, avec un esprit d'analyse et de synthèse.
 - Excellente moralité et discrétion.

Toute expérience de travail (y compris concernant l'application pratique des procédures) avec les bailleurs de fonds internationaux, et en particulier la Commission Européenne ou la Banque Mondiale constituera un atout.

5. INSTRUCTIONS AUX CANDIDATS

5.1. Eligibilité

Les candidats doivent être ressortissants de l'un des Etats membres de la COI.

5.2. Dossier de candidature

Chaque dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation du candidat ;
- Un curriculum vitae (CV) préparé conformément au modèle annexé à cet avis d'appel à candidatures ;
- Les copies des certificats et diplômes ;
- Une copie du passeport ou de la carte d'identité du candidat.

5.3. Informations complémentaires avant la date limite de dépôt de candidatures

Si la COI fournit des informations complémentaires sur l'avis d'appel à candidatures, elle communique ces informations à travers le site Internet de la COI (www.commissionoceanindien.org) avant le **24 décembre 2019**.

5.4. Date limite de dépôt de candidatures

Vendredi 10 janvier 2020 à 16h 30 (heure de Maurice).

Les candidatures reçues après cette date ne seront pas prises en considération.

5.5. Soumission des candidatures

Les candidatures peuvent être envoyées par courriel, par courrier ou par porteur, à l'adresse suivante :

Département des ressources humaines
Secrétariat général de la COI
Blue Tower, 3ème étage, Rue de l'Institut, Ebène, Maurice
Tél : (230) 402 6100, Fax : (230) 465 6303
Email : hr@coi-ioc.org

Pour les candidatures à transmettre par courrier ou par porteur, les informations suivantes doivent figurer sur l'enveloppe extérieure :

- L'adresse susmentionnée à laquelle les candidatures doivent être soumises ;
- La référence de la procédure d'appel à candidatures à laquelle le candidat répond (en l'occurrence **COI/AC/2019/009**) ;
- Le nom et le pays du candidat.

Pour les candidatures à transmettre par courriel, il est recommandé de mettre le dossier de candidature dans un seul fichier pdf qui sera transmis en tant que fichier attaché au message du candidat.

5.6. Sélection des candidatures

Le recrutement se déroule comme suit :

- Une phase de présélection sur dossier soumis dans les délais prescrits est effectuée par le Département des Ressources Humaines qui pourrait être assisté par un Bureau de recrutement ;
- Une phase de sélection des candidats présélectionnés : entretiens par téléphone, Skype ou entretiens en personne.
- Tenue d'une épreuve écrite si nécessaire
- Approbation du résultat de la sélection par les autorités compétentes ;
- Notification au candidat retenu.

Il est à noter que la confirmation du recrutement d'un candidat est également soumise aux conditions suivantes :

- Le candidat retenu a satisfait aux aptitudes médicales en vigueur ;
- Le candidat retenu n'a pas fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée (c'est-à-dire, contre lequel il n'y a plus de recours possible) pour tout délit mettant en cause sa conduite professionnelle.

5.7. Durée du contrat

Le premier contrat (avec 6 mois de période d'essai) sera conclu pour une période de trois (2) ans dans le cadre du devis programme du projet. Il est renouvelable.

Dépendant de l'exécution satisfaisante des tâches par le titulaire et de la disponibilité des fonds, le contrat sera renouvelé dans le cadre du devis programme du projet ECOFISH. Il convient de noter que les contrats de travail dans le cadre de cet engagement ne peuvent courir au-delà de la date de fin de la mise en œuvre opérationnelle du projet ECOFISH.

5.8. Rémunération

Le salaire de base au moment du recrutement sera déterminé conformément à la grille salariale de la COI et en fonction de la qualification et de l'expérience du candidat

6. EVALUATION DES CANDIDATURES

- Les candidatures reçues après la date limite de dépôt de candidatures seront rejetées.
- Les dossiers de candidatures incomplets, notamment ceux ne disposant pas de CV seront rejetés.

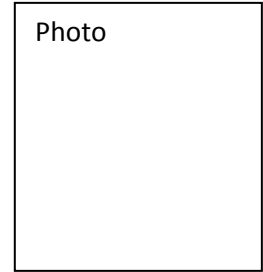
- Les candidatures soumises par des candidats non éligibles (cf. point 5.1) seront rejetées.
- Chaque dossier de candidature (non rejeté) sera évalué conformément à la grille d'évaluation ci-après :

	Maximum
Qualifications et compétences	20
Expérience professionnelle générale	20
Expérience professionnelle spécifique	50
Expérience dans la région COI	10
Total	100

NB : Seuls les candidats ayant obtenu le score minimum de 75 / 100 seraient qualifiés à l'interview ou éventuellement si besoin au concours sur épreuves.

CURRICULUM VITAE

1. **Nom de famille :**
2. **Prénoms :**
3. **Date de naissance :**
4. **Nationalité :**
5. **État civil :**



6. **Sexe :**
7. **N° de Carte D'identité :** **N° de Passeport :**
8. **Adresse :**
9. **Téléphone (Domicile) :** **Portable :**
10. **E-mail :**

11. **Education : cycle secondaire**

Institution (Nom et pays)	Date début	Date fin	Certificat(s) obtenu(s) (par exemple, BEPC, CAP, Baccalauréat, SC, HSC, GCE 'O' level, GCE 'A' level)

12. **Education : cycle tertiaire**

Institution (Nom et pays)	Date début	Date fin	Diplôme(s) obtenu(s) (Certificat, diplôme, license /degré, masters, doctorat)

Autres formations professionnelles

Domaine (gestion technique, développement de la personne et autres)	compétences développées

13. Expérience professionnelle

Date début	Date Fin	Position	Enterprise / Institution/consultance	Brève description du travail

Note : Commencer par votre situation actuelle

14. Expérience spécifique dans la région

Date début	Date fin	Pays	Actions

15. Connaissances linguistiques

Langue	Lu	Parlé	Écrit	Commentaires

Note : Indiquer votre niveau de connaissance sur une échelle de 1 (excellent) à 5 (rudimentaire).

16. Affiliation à une organisation professionnelle

Date début	Nom	Adresse	Domaine (Gestion, RH, recherches, etc.)	Apport à votre personne

17. Références

Nom	Prénom	Position	Entreprise / Institution	Coordonnées de contact

Justification en absence de référence:

Note : La COI se réserve le droit de contacter les personnes de référence .Si vous êtes dans l'impossibilité de fournir des références, veuillez apporter une justification.

18. Autres informations pertinentes

Item (Référence de publication, etc.)	Détails

Signature :

Date :



Job vacancy

The Indian Ocean Commission (IOC) is an intergovernmental organisation for regional cooperation comprising the Union of the Comoros, France through Reunion Island, Madagascar, Mauritius and Seychelles. Its mission is to strengthen the ties of friendship and solidarity between the peoples and contribute through regional cooperation to the sustainable development of its member States.

Through its ECOFISH project, the IOC has as overall objective to enhance equitable growth by promoting sustainable fisheries in the Eastern Africa, Southern Africa and Indian Ocean (EA-SA-IO) region.

If you are motivated and ready to take on challenges, the IOC is looking for this project the appropriate profile for the following positions:

- **One Fisheries Management Officer**
- **One Fisheries MCS Officer**
- **One Administrative & Financial Officer**
- **One Knowledge/IT Management Specialist**

The call for proposals documents may be obtained as follows:

- Download from the IOC website www.commissionoceanindien.org
- Email request to the Human Resources Department on the following address: hr@coi-ioc.org
- Letter to the Secretariat-General of the IOC at the address below.

The deadline for the submission of applications is **Friday 10th January 2020 at 16:30** (Mauritian time).

Call for Proposals
No. COI/AC/2019/009

Post	Fisheries Monitoring Control and Surveillance Officer
Category of post	Category 3: Middle management
Immediate superior	Accountable to the Officer in Charge for fisheries at the IOC and under the supervision of the Technical Assistant of the project
Place of work	ECOFISH Project –IOC, Ebène, Mauritius
Post funded by	European Union

1. Project Background

The contribution of the fisheries sector to the Agriculture GDP is estimated at 6% in Africa and the sector employs some 50.0 million people of which 12.3 million represents direct employment. According to the World Bank, on average, fish and fish products account for 18% of animal protein intake by African consumers and while men are usually involved in fishing activities, almost 60% of the fish processing and marketing activities are performed by women. More recent studies carried out by the EDF10 SmartFish programme show that for the IOC Member States, the contribution of the fishery sector to their economies reaches on average 15.6% of their agricultural GDP. Besides, small-scale fisheries (SSF) are of major importance as a backbone of livelihoods in rural coastal communities. Notwithstanding the fact that women account for over 45% of the workforce involved in small-scale fisheries, including collecting, processing, trading and marketing.

The supply from SSF is generally affected by huge post-harvest losses, while the discards of the bycatch of the industrial fisheries could also possibly significantly contribute to further diversification of the fisheries value chains. The potential of the modernisation of SSF into domestic semi-industrial fisheries remains however unexplored. The sustainable exploitation of untapped fisheries resources outside the traditional fishing grounds would improve the economic resilience of the fishers and possibly address increasing needs for fish consumption. Considering in particular the IGAD region where fish consumption is very low compared to other regions in Africa it needs awareness on nutrition and fish consumption.

Fighting against illegal, unreported and unregulated fishing (IUU) is yet another challenge faced by the region. So, in this Programme Estimate, much emphasis will be given to Monitoring, Control and Surveillance (MCS) operations within the context of the existing or reinforced fisheries management strategies and plans. The main objective is to promote cost-effective MCS strategies and plans in order to break the economics of IUU fishing at source.

There is a necessity to reinforce capacities in the legal and judiciary mechanisms so that the fishing pirates could be severely punished so as to raise the opportunity costs of these illegal activities. The problem of IUU is aggravated in the IGAD region. The maritime security has been restored with an efficient and deterring control of the piracy. However, such situation has become favourable to increased IUU fishing activities. In this context the MCS systems in place to deter piracy and IUU fishing should complete each other and develop synergies as foreseen in the EU-funded Maritime Security project. This Programme Estimate will endeavour to strengthen collaboration with other cross-sector programmes which are indirectly concerned with IUU fishing, for example Maritime

Security and Fisheries Crime and at the same time to bring more valuable information to the fishing community.

Therefore, the proposed activities under this Programme Estimate will support policies, and their implementation, at national and regional levels. The Programme Estimate is formulated in line with the new European Consensus on Development, aligning the Union's development policy with the UN 2030 Agenda for Sustainable Development: people, planet, prosperity, peace and partnership. Proposed actions would strengthen the role of women in fisheries management process through capacity development and empowerment in line with the EU Gender Action Plan 2016 – 2020.

Bearing in mind the cross-regional nature of the programme, activities are formulated to address the requirements of the Duly Mandated Regional Organisations (DMROs), Regional Fisheries Management Organisations (RFMOs) and Regional Fisheries Bodies (RFBs) in support of their actions at marine fisheries management and governance based on scientific and economic advice and combating IUU fishing. Besides, the Programme Estimate is also inspired from the actions of the previous EDF10 Smartfish programme.

The World Bank has supported several fisheries projects in the African region, including the South-West Indian Ocean Fisheries Project (SWIOFP), which finished on 31 March 2013. The SWIOFP, which brought together all the countries in the South-West Indian Ocean, including Kenya, Mozambique, South Africa, Seychelles, Comoros, Madagascar, Mauritius, France (non-beneficiary participant), Somalia (observer) and Tanzania, succeeded in reinforcing regional capacity in fisheries management, by setting up a network of fisheries researchers and managers and developing a regional management framework. The member States of the South-West Indian Ocean Fisheries Commission (SWIOFC/CPSOOI) have agreed to reform the Commission by changing its status of advisory body into that of a regional fisheries management organisation in the coastal States, which will allow it to take decisions concerning fisheries management and negotiate as a bloc with Distant Water Fishing Nations, among others.

Given the important achievements of the SWIOFP, the member states of the SWIOFC have agreed to strengthen their collaboration within the framework of a new programme, known as the South-West Indian Ocean Fisheries Governance and Shared Growth Program (SWIOFish Program).

The program will consist of a Series of Projects (SOP), over a 15-year period, using funding from the International Development Association (IDA), the Global Environment Facility (GEF/FEM) and other donors. Given the importance of sound fisheries management, the SWIO coastal states have decided to participate in the SWIOFish Program through a regional platform hosted by the SWIOFC and supported by the Indian Ocean Commission (IOC).

The first project under the Program, entitled SWIOFish1, aims to improve the coordination in exploiting fishery resources at regional level and reduce economic losses.

SWIOFish1 comprises four components: enhanced regional collaboration, improved governance of priority fisheries, increased economic benefits for the region derived from the priority fisheries and finally programme management and coordination. The IOC is responsible for the implementation of the first component and part of the last component of the project.

2. Project Objectives

ECOFISH Programme's overall objective is to enhance equitable economic growth by promoting sustainable fisheries in the Eastern Africa, Southern Africa and Indian Ocean (EA-SA-IO) region. The specific objective is to support sustainable management and development of fisheries in order to contribute to poverty alleviation, food and nutrition security, while addressing climate change resilience and enhancing marine biodiversity. The ECOFISH Programme is the successor of the EDF10 SmartFish programme and is funded under the 11th EDF cross-regional envelope of the Regional Indicative Programme for the EA-SA-IO Region 2014 – 2020 to the amount of EUR 28 million.

This Programme Estimate will endeavour to contribute to result areas 1 and 2 with focus on marine fisheries:

Result 1: Regional policies and institutional frameworks are enhanced to secure more sustainable fisheries management and contribute to marine biodiversity and climate resilience; and

Result 2: Strengthened capacity to prevent, deter and eliminate IUU fishing in the EA-SA-IO region.

The programme will support the implementation of measures contributing to the achievement of the objectives of the Duly Mandated Regional Organisations (DRMOs), Regional Fisheries Management Organisations (RFMOs) and Regional Fisheries Bodies (RFBs), i.e. the implementation of the fisheries management plans (Result 1), and the enforcement of appropriate legislation and improvement of compliance records (Result 2) notably in the fight against IUU fishing. This may involve support to joint regional Monitoring, Control and Surveillance Action Plans and implementation of conservation measures based on scientific evidence which would in turn contribute to strengthening international ocean governance.

The elaboration of this PE is the result of a consultative process with the five Duly Mandated Regional Organisations (DMROs) namely IOC, SADC, COMESA, EAC and IGAD and other relevant stakeholders. This PE is signed with the Indian Ocean Commission (IOC) in its capacity as the Regional Authorising Officer and will therefore act as the Contracting Authority for the procurement and grant procedures.

3. Duties of the Fisheries MCS Officer

Within the ECOFISH program, under the supervision of the Officer in charge of IOC, the Team Leader and under the orientations and in close collaboration with the Technical Assistance Team, the Fisheries MCS Officer will have the responsibilities of the implementation of the Result 2 of the PE1 of EcoFish. His/her main purpose is to “strengthen capacity to prevent, deter and eliminate IUU fishing in the EA-SA-IO region” including (non-exhaustive list) the following tasks:

- Support inter-regional (at regional level), inter-agency and inter-governmental MCS cooperation, coordination and harmonisation processes in the EA-SA-IO in view of more effective fight against IUU fishing at regional level.
- Support the exchange of experiences and the development of coordinated approaches to improve MCS of artisanal and semi-artisanal vessels targeting shared marine resources.

- Facilitate the interoperability of systems and exchange of data at (sub)regional level.
- Support capacity building for regionally harmonised Enforcement, Compliance and Prosecution procedures in the fisheries sector – including support to the implementation of the Port State Measures Agreement.
- Provide capacity building and technical assistance on certification and traceability schemes.
- Encourage synergies with other regional initiatives including marine security programmes.
- Establishment of a regional risk assessment framework with support of EFCA through a twinning programme.
- Support regional and national observer schemes.

And any other task requested by her/his superiors.

A. Reports

The Fisheries MCS Officer shall submit at the end of the month, the following reports:

- (i) Monthly report of the implemented activities.
- (ii) Monthly plan and schedule.

Any other report requested by the IOC.

4. Profile requirements.

The profile required for this position is:

- Master's degree in Fisheries Management or equivalent relevant to the assignment;
- At least 7 years of professional experience in the field of fisheries monitoring control and surveillance (MCS),
At least 5 years of experience in fisheries management;
- Good knowledge of the marine fisheries sector, preferably in Indian Ocean Region;
- Knowledge of the international legal framework referred to fisheries;
- Working experience with Regional organisations and/or National fisheries institutions;
- Experience at sea (like inspector, observer...) would be an advantage;
- Knowledge of principles and working methods of Project Cycle Management and EU aid delivery methods as well as programme monitoring and evaluation;
- Good understanding and adaptation to multi-cultural environments;
- Fluency in English (written and spoken);
- Fluency in French (written and spoken);
- Soft skills:
 - An autonomous and responsible person;
 - Methodical, dynamic, easily adaptable, with a sense of contact and team spirit;

- Proactive with a spirit of analysis and synthesis;
- Great morality and discretion.

Any work experience (including a practical use of procedures) with international donors and specially the European Commission would be an advantage.

5 Instructions to Applicants

5.1 Eligibility

Candidates should be citizens of one of the member states.

5.2 Applications

Each application shall include:

- A letter of motivation
- A curriculum vitae (CV) set out according to the model annexed to this call for applications
- Copies of university and other tertiary qualifications
- A copy of the applicant's identity card or passport.

5.3 Additional information prior to the deadline for submission of applications

Should the need arise, the IOC will communicate any additional information concerning this call for applications through the IOC website www.commissionoceanindien.org before **24th December 2019**.

5.4 Deadline for submission of applications

Friday 10th January 2020 at 16:30 (Mauritian time)

Applications received after this deadline will not be considered.

5.5 Submission of applications

Applications may be sent by email, post or bearer, to the following address:

The Secretary General of the IOC
 The Secretariat-General of the IOC
 BlueTower, 3rd Floor
 Rue de l'Institut, Ebène, Mauritius
 Tel: (230) 402 6100, Fax: (230) 465 6303
 Email: hr@coi-ioc.org

For applications sent by post or bearer, the following information shall be inserted on the outside envelope:

- the address given above to which all applications must be submitted
- the reference for the call for applications to which the applicant is replying, in this case **COI/AC/2019/009**
- the applicant's name and country.

For applications sent by email, the application pack should be sent in a single pdf file attached to the applicant's covering email message.

5.6 Selection procedure

The selection procedure shall be as follows:

- A shortlisting of applications submitted within the prescribed deadline carried out by the IOC Secretariat General, assisted perhaps by a recruitment agency
- Shortlisted applicants undergo a selection process by either telephone conversation, Skype or face-to-face interview
- Organisation of a written exercise is needed.
- Approval of the results of the selection process by the competent authorities
- Notification sent to the chosen applicant.

It should be noted that the confirmation of recruitment of any applicant is subject to the following requirements:

- The chosen applicant meets the current requirements concerning medical fitness.
- The chosen applicant has not been found guilty of an offence involving his professional conduct by a judgement having the force of res judicata (that is, against which there is no further recourse).

5.7 Duration of contract

The first contract, including a probation period of 6 months, will be drawn up within the framework of the current work plan for the project, starting from the date of appointment for 2 years.

Depending on the satisfactory completion of the tasks assigned by the incumbent and on funds being available under the project, the contract will be renewed in line with the programme estimate of the project. It is to be noted that working contract can't be extended beyond the end date of the programme estimates of the ECOFISH project.

5.8 Remuneration

The basic salary at the time of appointment shall be determined according to the IOC salary scale and with respect to the applicant's qualifications and experience.

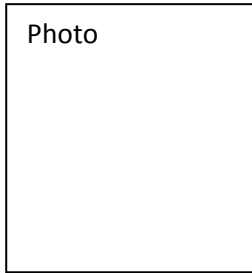
6 Evaluation of Applications

Each application that has not been rejected shall be evaluated according to the evaluation grid below:

	Maximum
Qualifications and competence	20
Overall professional experience	20
Specific professional experience	50
Experience in the IOC region	10
Total	100

Note: Only those applicants who have obtained a minimum score of 75/100 will be called for interview and eventually for specific exercise if need be.

Curriculum vitae



1. **Family name:**
2. **First names:**
3. **Date of Birth:**
4. **Nationality:**
5. **Civil status:**
6. **Gender:**
7. **Identity Card Number:** **Passport Number:**
8. **Address:**
9. **Telephone (Home):** **Mobile:**
10. **E-mail:**

11. Education: Secondary

Institution (Name and country)	Start date	End date	Qualifications obtained (for example, SC, HSC, GCE 'O' level, GCE 'A' level)

12. Education: Tertiary

Institution (Name and country)	Start date	End date	Qualifications obtained (Certificate, Diploma, degree, masters, doctorate)

13. Other professional training

Domain (Technical skills, personal development, etc.)	skills developed

14. Professional experience

Start date	End date	Post	Company / Institution/consultancy	Brief description of work performed

Note: Please begin with your current post.

15. Specific experience in the region

Start date	End date	Country	Actions

16. Languages

Language	Read	Spoken	Written	Comments

Note: Please rate your knowledge level on a scale of 1 (excellent) to 5 (rudimentary).

17. Membership of professional associations

Start date	Name	Address	Field of activity (Management, HR, research, etc.)	Personal benefit

18. Referees

Family name	First name	Post	Company / Institution	Contact details

Reason(s) for not giving any references:

Note: The IOC reserves the right to contact the persons given as references. If you are unable to give any references, please give your reasons.

19. Other relevant information

Item (References of publications, etc.)	Details

Signature:

Date: